

N° 2 bis, avril 2020

Publication exceptionnelle Covid-19(02-01-2020)

*Point sur la période particulière que nous traversons en confinement sous l'œil du Coronavirus, sans vraiment savoir quand cette contrainte pourra être levée, et dans quelles conditions, ensuite, la vie pourra reprendre son cours. La réunion de la CEI du 2 avril 2019 est bien entendu annulée, mais pour garder le lien et rester en alerte, nous vous faisons parvenir ces informations. **TAKE CARE.***

COVID-19

L'ensemble de la planète est en passe d'être confiné pour ralentir la propagation de la pandémie(1/3 l'est déjà).

Tou.tes les responsables politiques et les institutions sont tourné.es vers les mesures à prendre pour préserver les populations et les économies du fléau. Mais, déjà on commence à entendre une petite musique sur ce que devrait être l'après coronavirus et sur ce qui doit être changé.

Les appels de fonds à honorer se généralisent (y compris de la part des associations françaises). Vous avez dû recevoir les communiqués des associations sœurs françaises, très actives sur le front du Covid-19.

Urgences internationales et sommets internationaux

Les chefs d'État et de gouvernement du G20¹, réunis en sommet extraordinaire, se sont entretenus le 26 mars par visioconférence au sujet de l'épidémie de coronavirus.

Les ministres des Finances et banquiers centraux du G20 ont promis, le 23 mars lors d'une visioconférence distincte, d'élaborer un « *plan d'action* » pour réagir à l'épidémie qui, selon le Fonds monétaire international, va provoquer une récession mondiale.

Le 15^e sommet du G20 de 2020 se tiendra du 21 au 22 novembre dans la ville de **Riyad, en Arabie saoudite**. Ce sommet sera présidé par le roi saoudien, Salman bin Abdulaziz.

Le 46^e sommet du G7 de 2020², qui devait initialement se dérouler à Miami (USA), dans le golf du président des États-Unis, a été reprogrammé à Camp David du **10 au 12 juin** en raison de la pandémie. Finalement se sera un échange par visioconférence.

Partie « Europe »

Au cours de la réunion virtuelle du **17 mars**, **les chefs de gouvernement du Conseil européen** de l'UE ont, bien entendu, débattu des mesures à prendre pour faire face à la pandémie mondiale. Les désaccords, tant sur le financement que sur la stratégie économique et sanitaire à suivre, sont nombreux et la question du budget 2021-2027 de l'UE est toujours en suspens.

Cette catastrophe interpelle autant l'institution de l'UE que les États car nous sommes à la limite de la rupture. Après le passage du Covid-19, les conséquences économiques et humaines de cette crise risquent d'être sans précédent. Ce n'est pas la finance qui est en crise, mais l'économie réelle.

¹ Le G20, créé en 1999, comprend : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie, l'Union européenne

² Le G7 réunit les dirigeants du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union européenne.

La BCE (banque centrale européenne), présidée par Christine Lagarde, a lancé un plan d'urgence historique pour calmer les marchés face au spectre d'une nouvelle crise de la zone euro. Elle a débloqué 750 milliards (principalement des rachats de titres) pour soutenir les économies et a suspendu la règle du déficit de 3 % du PIB pour les États membres.

La Commission européenne (qui a peu de compétences en matière sanitaire³), et sa Présidente Ursula von der Leyen, s'appliquent à éteindre les incendies allumés par la pandémie : rapatriement des européens bloqués en dehors de Schengen, freiner la propagation du virus dans les camps de réfugiés, lutter contre le ralentissement économique. La Commission a déjà desserré l'état des règles communautaires : les aides d'états massives sont aujourd'hui autorisées pour soutenir les entreprises et les ménages, les traités budgétaires sont suspendus et l'UE a fermé ses frontières extérieures pour un minimum de 30 jours. Des États membres ayant fermé leurs frontières unilatéralement (Pays-Bas, Pologne..., la question des frontières intérieures devra, vraisemblablement, de nouveau être débattue, après le passage du coronavirus.

Le Parlement européen : des mesures préventives importantes visant à limiter la propagation du Coronavirus ont été annoncées le 3 mars par le Président Sassoli : les activités des fonctions essentielles du PE (commissions, session plénière, Bureau, Conférence des président.es) sont maintenues. Les autres activités non essentielles sont suspendues pour trois semaines. Cela inclut les visites, les événements, les auditions, les séminaires organisés par l'administration, les groupes politiques et les député.es.

La session plénière extraordinaire du 26 mars a débattu avec le Conseil et la Commission sur la coordination de la réponse de l'UE à apporter au Covid-19. Les mesures proposées incluent une aide financière immédiate aux pays dans le besoin, une aide sectorielle aux industries, qui risquent de s'effondrer, ainsi qu'une aide logistique et matérielle pour acheminer le matériel médical et autres équipements nécessaires, là où ils sont requis.

Commission FEMM : toutes les réunions de la commission sont annulées jusqu'au 30 avril.

Le Lobby européen des femmes télétravaille. Il a lancé début mars 2020 une campagne à laquelle la CLEF s'est jointe, pour soutenir la stratégie Gender Equality 2020-2025 de la Commission européenne annoncée le 5 mars 2020. Le LEF continue à faire avancer ses dossiers (particulièrement la question des coalitions ; et l'idée de coupler l'anniversaire de la CEDEF avec la future opération Génération égalité). La CLEF a clairement manifesté son intérêt pour la coalition sur les droits sexuels et reproductifs.

Sur le coronavirus, qui est devenu la préoccupation majeure, le LEF a publié un communiqué de presse, le 20 mars 2020, dont nous vous donnons les conclusions: *« En tant que féministes, nous comprenons que les femmes et les jeunes filles porteront le fardeau de cette situation et nous devons veiller à ce que la réponse de l'Europe, qui ne doit laisser de côté aucune femme ou aucun homme, aucune fille ou aucun garçon, en soit consciente. Nous, au LEF, nous sommes solidaires de toutes les personnes touchées par la crise et nous continuerons à exiger de nos dirigeant.e-s une plus grande responsabilité pour construire des réponses basées sur les soins, la compassion, la justice et l'égalité pour les femmes et les filles »*. <http://www.womenlobby.org/>

Déclaration du LEF du 30 mars : *« Sur la base de vos opinions et de vos conseils, ainsi que des informations que nous avons entendues de la Commission européenne et d'autres sources bruxelloises, la priorité principale pour nous tous maintenant est de se concentrer sur nos demandes concernant la crise COVID-19, en veillant à ce que l'égalité entre les femmes et les hommes et les principes démocratiques soient au cœur des réponses nationales comme au niveau de l'UE, en utilisant ce*

³ Article 6 du traité sur l'Union – compétence de la Commission : « appuyer, coordonner, ou compléter l'action des États membres

moment pour, non seulement rechercher des mesures immédiates adéquates pour les femmes et les filles, mais aussi pour l'utiliser comme une opportunité pour une transformation sociale féministe ».

Autres informations

Le 24 mars, la **présidente du Comité GREVIO (CoE)**⁴ a lancé un appel : faisant allusion aux innovations multiples pour trouver des solutions pour protéger les femmes des violences domestiques, particulièrement conjugales, Marceline Naudi écrit : *« Jamais auparavant, il n'a été aussi nécessaire de veiller à ce que ces solutions innovantes s'inscrivent dans le cadre d'un effort concerté de tous les ministères concernés et des organisations de femmes, dans un effort commun pour protéger les femmes et les enfants contre la violence. J'appelle toutes les parties prenantes de la Convention à suivre ces traces. J'espère que l'esprit de solidarité renouvelé que crée cette pandémie dans nos sociétés s'étendra aux femmes et aux filles qui sont victimes de la violence, et qui peuvent maintenant se sentir encore plus prisonnières de leurs agresseurs ».*

Laïcité en Europe -D'après un article publié par la Fédération Humaniste Européenne et transmis par l'association ÉGALE :

***La Cour européenne des droits de l'Homme** ne cautionne pas la « liberté de conscience » prônée par l'église en matière d'IVG : « Le 11 mars, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a refusé de se saisir de l'affaire de deux sages-femmes suédoises qui avaient déposé une plainte pour discrimination, au motif qu'on leur avait refusé un emploi de sage-femme après qu'elles aient exprimé leur impossibilité de collaborer à des avortements en raison de leurs convictions religieuses. Elles alléguaient que cela constituait une violation de leur droit à la liberté de religion et de conscience. La Fédération humaniste européenne (FHE) et les Humanistes suédois se félicitent de la défense d'un accès sûr et légal à l'avortement qui découle de cette décision... ».*

Partie « International »

Tous les projets internationaux sont remis à plus tard

Le Forum Génération égalité (Pékin+25) n'aura pas lieu en juillet 2020. Il sera repoussé. Le rassemblement au Mexique a subi le même sort. On parle du dernier trimestre 2020.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé le 25 mars 2020, un appel pour un sursaut dans la lutte contre le virus : « Le Covid-19 menace l'humanité tout entière — et c'est pourquoi l'humanité tout entière doit riposter ».

ONU Femmes France lance également un appel (qui se termine par un appel de fonds):

« Les femmes (70 % des professionnel.le.s de la santé et du secteur social ; trois fois plus de tâches domestiques que les hommes. Une double charge avec une part disproportionnée de responsabilités non-rémunérées). En temps de crise, les femmes sont indéniablement des héroïnes. Mais ce sont aussi les premières victimes :

- *Leur précarité économique s'accroît.*
- *Le manque d'accès aux soins de santé pré et post natal, ainsi qu'aux contraceptifs, est un risque majeur face aux services de santé surchargés.*
- *Les violences domestiques et les abus sexuels tendent à augmenter. Ils peuvent être fatals pour les femmes contraintes à vivre à huis clos avec leur agresseur ou celles confinées dans des camps de réfugié.e.s surpeuplés. ».*

⁴ GREVIO : Conseil de l'Europe – Comité d'experts pour le suivi de la Convention d'Istanbul

OTAN : l'Alliance atlantique et ses membres tentent d'être solidaires face au virus, même si sa fonction première est d'assurer la sécurité des citoyen.nes contre les agressions armées, la menace épidémique se superpose dans bien des endroits aux conflits en cours. C'est ainsi qu'avec la logistique, dont elle dispose, l'OTAN facilite, en lien avec l'Union européenne, les transports aériens pour acheminer le matériel médical (pour la République Tchèque, la Slovaquie, la Corée du sud, la Roumanie...).

Informations Diverses

IVG : information transmise par l'association ÉGALE :

La Nouvelle-Zélande dépénalise l'avortement respectant une promesse de campagne. Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, a fait voter au Parlement, la dépénalisation de l'avortement, le 18 mars 2020. La loi jusque-là en vigueur, qui datait de 1961, punissait l'avortement de quatorze ans de prison.

Jeux olympiques : Le premier ministre Japonais a convenu avec le CIO de reporter les Jeux d'un an.

Conclusion de circonstance

Cette épidémie mondiale semble agir comme un révélateur social⁵ et politique. Elle porte un éclairage réel sur ces femmes en première ligne, assumant les risques, sans protection, durant l'épisode pandémique : aides-soignantes, aides à domicile, infirmières, caissières, femmes de ménage, femmes au foyer, personnels des EHPAD, bénévoles... comme les petit-es commerçant-es de proximité, les fonctionnaires qui n'ont pas déserté les responsabilités et le travail.

Une réflexion a déjà commencé aussi bien au niveau international, européen que national, pour redéfinir ce que doivent être une économie au service des humains, une médecine et une recherche disposant de moyens, des politiques responsables qui protègent, anticipent et gèrent avec sagesse le bien public, une éducation à la hauteur, des circuits d'approvisionnement fiables, des communications efficaces et respectueuses de l'environnement. Une soft révolution a peut-être la chance de sortir de ce chaos coûteux pour tous et toutes. Les femmes doivent en faire partie et ne pas être renvoyées hors de la lumière, une fois la crise passée et la reconstruction à l'œuvre.

C'est maintenant, pour les féministes ainsi que pour les femmes et les hommes de bonne volonté, qu'il faut commencer à travailler, à réfléchir à ce que sera demain avec des femmes intégrées dignement au marché du travail et respectées, de façon à ce que tout soit prêt quand les affaires reprendront. Il est temps d'imaginer comment, dans le long terme, pourrait être une organisation sociale, économique et politique, pratiquant l'égalité des chances, ne méprisant personne, ne déqualifiant aucun travail, ni aucune fonction et ne laissant personne de côté.

Le moment est là pour établir un agenda reposant sur un plan d'action concerté exigeant et sans demi-mesures.

⁵ En France, depuis le confinement du 16 mars, les violences envers les femmes ont augmenté de plus de 30 %.

Lettre d'information de la commission Europe et Internationale (CEI)

La prochaine réunion CEI devrait avoir lieu le 7 mai, mais... Sinon, nous continuerons selon le même principe. Dans l'attente de vos retours et de vos informations...

michele.baron@numericable.com et nfouche@chess.fr⁶

⁶Les textes anglais traduits en français qui figurent dans cette lettre ont été traduits par deepL translator.